

MAYOTTE



Un hommage aux victimes d'une île en souffrance

De l'eau, des denrées alimentaires... La solidarité joue à plein, dans toute la région, pour venir en aide aux victimes du cyclone, en ce jour de deuil national. P.6 et 7

BAYROU NOMME SON GOUVERNEMENT

L'académie des tares

Une collection de battus, de has been et de traîtres. Le gouvernement de François Bayrou n'est pas franchement un cadeau de Noël pour les Français. Avec Borne, Darmanin, Retailleau, Valls, il a des airs d'un jour sans fin. P.18 et 19



La Marseillaise

www.lamarseillaise.fr

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal le plus chanté de France

RENCONTRE AVEC LES ALLIÉS DU SEUL ET UNIQUE PAPA NOËL

Profession père Noël



Grande barbe blanche, bonnet et manteau rouge, ils ont fait le bonheur des enfants de toute la région. Mais qui sont-ils au juste ? P.2 et 3

Joyeuses Fêtes

Trois pages détente & découverte

Martigues. Le bouquet final des animations de Noël

Un défilé de mascottes parcourra les rues de la ville à la veille de Noël tandis qu'une multitude d'animations et d'ateliers sont proposés aux enfants place Jean Jaurès. Pour un 24 décembre enchanté. P.14



Un atelier chorale de Noël • Partir en Camargue • Un réveillon solidaire • Ils travaillent le 24 • Les bonnes adresses

À nos lecteurs : La Marseillaise vous souhaite un joyeux Noël ! Rendez-vous sur lamarseillaise.fr et dans les kiosques ce jeudi.

ACTUALITÉ LOCALE

Sécurité renforcée auprès des églises pour Noël

BOUCHES-DU-RHÔNE

Quelque 400 policiers et militaires seront mobilisés les 24 et 25 décembre pour protéger les lieux de culte dans le département. Après l'attaque en Allemagne, les dispositifs ont été renforcés.

Au pied de la Bonne Mère, les visiteurs encore nombreux malgré le mistral s'empressent de venir se photographier auprès de la brigade équestre de la police nationale. Alors qu'approchent les fêtes de fin d'année, les forces de l'ordre ont renforcé leur présence auprès des lieux de culte. « Le préfet de police a souhaité que les forces de sécurité intérieures soient pleinement mobilisées les 24 et 25 décembre », explique ce lundi après-midi sur l'esplanade de Notre-Dame-de-la-Garde le directeur de cabinet du préfet de police, Rémi Bourdu. Gendarmes, policiers nationaux, militaires de l'opération sentinelle : au total, ce sont 400 personnes qui sont déployées à cette occasion pour sécuriser les églises et les offices religieux. « Nous serons présents sur l'ensemble du département », précise-t-il. Ce seront 200 églises qui vont être sécurisées pendant ces deux jours. »

Ainsi sur les lieux de culte les plus fréquentés par les fidèles,



Une présence permanente sera assurée à Notre-Dame-de-la-Garde. PHOTO Y.S.

une présence statique sera assurée, tandis que des patrouilles circuleront à proximité des autres édifices. Un dispositif spécifique est aussi prévu pour les célébrations juives de Hanoukka. « Les policiers et militaires qui sont ici ont trois rôles, précise le directeur de cabinet. D'abord avoir une présence visible et dissuasive et rassurante, deuxièmement, veiller à ce qu'il n'y ait pas de bagage abandonné ou de personne avec des comportements menaçants. Et troisièmement, si besoin en était, d'intervenir directement en cas d'attaque. »

Il n'y a certes pas de menace particulière sur les célébrations de Noël ni les lieux de culte dans les Bouches-du-Rhône. « En revanche, il y a une menace générale

qui reste importante, nous sommes au niveau maximal d'alerte de Vigipirate », rappelle-t-il. De quoi justifier ce déploiement renforcé pour les fêtes. « Malheureusement, Noël et les lieux de culte sont les cibles des terroristes, nous prenons les mesures adéquates pour prévenir ces risques-là. »

Le Raid mobilisé samedi

La menace est d'autant plus crédible après l'attaque à la voiture-bélier qui a fait cinq morts et 200 blessés à Magdebourg, en Allemagne, ce vendredi 20 décembre, par un médecin saoudien relayant les positions de l'extrême droite. « Nous avons dès le jour même de cette attaque renforcé le dispositif à

Marseille mais aussi dans l'ensemble du département », assure Rémi Bourdu. Et d'illustrer : « Pour les festivités de samedi à Marseille, tous ceux qui y ont participé, autour du Vieux-Port ont vu la présence massive et dissuasive de la police. Mais peut-être de manière moins visible, nous avons mobilisé aussi une colonne d'intervention du Raid qui se tenait à proximité. » De quoi renforcer déjà les dispositifs du plan anti-hold-up, avec un ciblage par les forces de l'ordre des bijouteries, transferts de fonds et grands lieux de commerce, tandis que la présence est aussi accrue dans les transports en commun et marchés de Noël.

Yves Souben

MARSEILLE

Castaner chez Shein : le patronat de la mode choqué

Après l'annonce de la nomination du président du conseil de surveillance du grand port maritime de Marseille, Christophe Castaner, au sein du comité régional Europe, Afrique, Moyen-Orient du groupe de « fast fashion » Shein (notre édition du 21/12), l'organisation patronale de l'habillement Mode in Sud partage son indignation. « Nous déplorons le cynisme avec lequel l'ancien ministre de la République française est embauché par l'un des plus gros pollueurs du monde sous le titre de "conseiller RSE" » (Responsabilité sociale des entreprises), pointe le communiqué, l'accusant de conflit d'intérêts. « La relocalisation de la mode en France, qui participe à la réindustrialisation de notre pays pour préserver notre environnement et nos emplois, ne se fera pas sans des prises de décisions claires et fermes. Celles et ceux qui trahissent cette cause devraient être démis de leurs fonctions publiques », exige le président de Mode in Sud, Jocelyn Meire.

Budget participatif : de nouvelles dates pour les ateliers

Vous habitez les 6-8. C'est le moment de proposer et voter pour des projets qui amélioreront votre cadre de vie. Il suffit de s'inscrire aux ateliers organisés dans les centres d'animation ou centres sociaux au mois de janvier.

Le drone de retour au centre de rétention administrative

MARSEILLE

Après l'annulation de la surveillance par drone du centre de rétention du Canet, un nouvel arrêté a été pris dimanche. Beaucoup plus restreint.

Dix jours après l'annulation, par le tribunal administratif de Marseille, de l'autorisation de surveillance par drone du centre de rétention administrative (CRA) du Canet à Marseille, la préfecture de police réitère. Cette fois, en veillant à rester dans les clous du droit.

Ce dimanche, un nouvel arrêté a ainsi été signé autorisant la captation et la transmission d'images sur un périmètre inchangé autour du CRA, pour prévenir jet de ballotins de drogue et évasions. Une autorisation pour quatre heures seulement, lorsque les deux premiers arrêtés s'étaient sur un mois. Point par point, l'arrêté répond ainsi au jugement. Il précise bien qu'aucune mission ne sera effectuée en dessous de 60 mètres avec un décollage depuis le parking du centre, « ne permettant pas ainsi une captation d'images à l'intérieur des habitations » ni « de filmer l'intérieur des chambres des retenus », et que ce recours se fait dans l'at-

tente de travaux de sécurisation déjà réalisés ou programmés. « Nous avons pris en compte le jugement, nous sommes dans un cadre différent », défend ainsi le directeur de cabinet de la préfecture de police, Rémi Bourdu. Désormais, les autorisations se feront « ponctuellement, sur de petites périodes ». D'ores et déjà, un filet a été installé la semaine passée au-dessus d'une cour pour prévenir les jets de ballotins, la seconde devant être recouverte courant janvier. Quoi qu'il en soit, le délai très court après la publication de l'arrêté prévenait toute contestation en référé. Le mistral s'en est chargé.

Y.S.



Du gaz lacrymogène, une machette, une scie et des pinces coupantes ont déjà été saisis au sein du CRA. PHOTO ARCHIVES D.C.

MARSEILLE

Castaner chez Shein : le patronat de la mode choqué

Après l'annonce de la nomination du président du conseil de surveillance du grand port maritime de Marseille, Christophe Castaner, au sein du comité régional Europe, Afrique, Moyen-Orient du groupe de « fast fashion » Shein (notre édition du 21/12), l'organisation patronale de l'habillement Mode in Sud partage son indignation. « Nous déplorons le cynisme avec lequel l'ancien ministre de la République française est embauché par l'un des plus gros pollueurs du monde sous le titre de "conseiller RSE" » (Responsabilité sociale des entreprises), pointe le communiqué, l'accusant de conflit d'intérêts. « La relocalisation de la mode en France, qui participe à la réindustrialisation de notre pays pour préserver notre environnement et nos emplois, ne se fera pas sans des prises de décisions claires et fermes. Celles et ceux qui trahissent cette cause devraient être démis de leurs fonctions publiques », exige le président de Mode in Sud, Jocelyn Meire.